

CE MONDE QUI BOUGE

BINATIONAUX, MADJID BOUGUERA

OU ANTAR YAHIA

Seront-ils un jour
président de la FAF ?

Abdelaziz Bouteflika veut aller vite. Après avoir bouclé le dossier de l'ex-DRS, finalement remplacé par trois services de sécurité et non par un nouvel organisme comme on l'avait écrit, il veut faire de même avec le projet de révision constitutionnelle.



Par Hassane Zerrouky

Dimanche prochain, cette troisième révision constitutionnelle, après celle de 2002 et celle de 2008 ouvrant la voie à la présidence à vie, va être adoptée sans coup férir par un Parlement, dont le moins qu'on puisse dire est qu'il souffre d'un réel déficit de représentativité. L'APN (Assemblée nationale) a été élue en juin 2012 par à peine 25% des électeurs sur un total de 22,8 millions d'inscrits. Le FLN, qui dispose de la majorité absolue en sièges (222 députés sur 462) n'avait obtenu que 1,3 million de voix, soit 14,18% des suffrages exprimés (soit 6% des inscrits) ! Hormis les républiques bananières et les dictatures, dans quel pays démocratique existe-t-il un parti majoritaire avec un si peu de voix ? Quant aux autres partis, dont le RND de M.Ouyahia, les scores obtenus sont dérisoires.

Il n'empêche, le projet de Constitution passera comme une lettre à la poste et Abdelaziz Bouteflika pourra s'attaquer à sa succession dès lors qu'il aura fait place nette.

Mais comme nous allons être contraints d'accepter cette loi fondamentale et de nous y référer parce qu'elle comporte des dispositions – je pense aux droits et libertés – qui nous touchent directement, cela ne nous empêche pas d'en pointer certaines, comme l'article 5 qui stipule : «La nationalité algérienne exclusive est requise pour l'accès aux hautes responsabilités de l'Etat et aux fonctions politiques», autrement dit, pas de portefeuilles ministériels pour les binationaux.

Voilà un article qui pourrait donner des idées à des petits malins. Par exemple, interdire aux joueurs de football binationaux, les Antar Yahia ou Madjid Bouguera, qui ont fait retentir l'hymne national en Afrique du Sud et au Brésil sous le regard de centaines de millions de téléspectateurs, de prétendre à de hautes fonctions au sein de la Fédération algérienne de football (FAF).

La raison ? Le football est devenu un enjeu politique et une affaire d'Etat. Les joueurs binationaux sont reçus par les plus hautes autorités sous les projecteurs des caméras de télé. Les Algériens sont massivement derrière leur équipe nationale. Et au niveau local, les supporters n'hésitent pas à se mobiliser et à mettre leur nez dans la gestion des clubs quand ils ne sont pas contents. Pour toutes ces raisons, et par ces temps de retour du nationalisme étroit trempé dans le religieux, il n'est pas impensable que des voix intéressées invoquent «la nationalité algérienne exclusive» pour prétendre accéder au gouvernement de la FAF ! Dans l'absolu, ce serait absurde. Mais on est en Algérie. Un pays où les gens ont été habitués à accepter toutes les extravagances.

Poursuivons et arrêtons-nous sur le chapitre IV, «des droits et libertés», en particulier sur les articles 38, 41, 42 et 43, consacrés aux libertés de création, d'expression, d'association et de réunion dont la liberté de la presse, au droit de créer des partis et des associations, qui sont constitutionnellement garantis. C'est une avancée, c'est positif crieront en chœur ceux qui ne veulent pas se donner la peine d'y regarder de plus près.

Toutes ces libertés restent soumises à des lois organiques, qualifiées de «sensibles» par le président du Sénat Abdelkader Bensalah, qui peuvent en restreindre la portée. Ainsi la liberté de manifester sur la voie publique ne pourra s'exercer sans l'autorisation du wali. La création de partis ou d'association est soumise à un agrément du ministère de l'Intérieur. Quant à la liberté de la presse, même s'il est mentionné que le délit de presse ne peut être sanctionné par une peine privative de liberté, il est stipulé plus loin que «la diffusion des informations, des idées, des images et des opinions en toute liberté est garantie dans le cadre de la loi et du respect des constantes et des valeurs religieuses, morales et culturelles de la Nation». C'est quoi ces «constantes», ces fameuses «thaouabites» que Mohamed Boudiaf dénonçait en son temps ou ces «valeurs religieuses» ?

Au final, le seul article, non assujéti à une loi à venir, c'est l'article 36 stipulant : «La liberté de conscience et la liberté d'opinion sont inviolables». Sauf si d'ici dimanche, un esprit malveillant ne suggère de les limiter par... une loi organique à venir.

H. Z.

EFFECTIVE À PARTIR DU 1^{er} JANVIER DERNIERL'augmentation des tarifs de
l'électricité se fait déjà ressentir

L'augmentation des tarifs de l'électricité décidée dans le cadre de la loi de finances 2016 se fait d'ores et déjà ressentir à la réception de la facture du quatrième trimestre 2015. Est-ce la réalité ou juste l'effet d'une psychose ?

Rym Nasri - Alger (Le Soir) – Nombre d'Algériens se plaignent déjà de l'augmentation des tarifs de l'électricité. Selon eux, la dernière facture de l'année 2015 n'a pas été épargnée. Pourtant, la nouvelle tarification ne concerne que la consommation de l'électricité et du gaz à partir du premier janvier 2016. Même la Sonelgaz avait affirmé que les consommateurs de la basse tension en électricité et de la basse pression en gaz ne recevront la première facture trimestrielle aux nouveaux tarifs qu'en avril prochain.

Des assurances que les consommateurs ne voient point sur le terrain. C'est le cas de Mohamed qui a vu la dernière facture de l'électricité de 2015 flamber. «Je



Photo : DR.

Nombre d'Algériens se plaignent déjà de l'augmentation des tarifs de l'électricité.

n'arrive pas à croire que ma facture a presque triplé», dit-il.

Occupant avec son épouse un petit appartement à Alger, ce salarié paye habituellement, six cents dinars par trimestre au maximum. «Cette fois-ci, la facture du 4^e trimestre de 2015 s'est élevée à plus de 1 700 dinars. Je n'arrive pas à comprendre d'autant plus que notre consommation en électricité n'a pas évolué», précise-t-il.

Même son de cloche chez Kamel, cadre dans une entreprise publique, qui assure que le montant de la facture d'électricité du quatrième trimestre de 2015 a connu une hausse de près

de 30%. Pourtant, dit-il, «à la maison, nous nous sommes initiés à mieux gérer l'utilisation de l'électricité et à rationaliser notre consommation. D'ailleurs, en l'absence du froid, même le chauffage à gaz nous l'avons très peu allumé».

Dans son communiqué sur la nouvelle tarification, la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (Creg) explique que l'électricité basse tension n'est concernée par aucune augmentation de prix pour les consommations comprises entre 0 et 125 KWh/trimestre (tranche 1) et entre 125 et 250 KWh/trimestre (tranche 2). Des augmenta-

tions de l'ordre de 15,15% et 31,13% par rapport au prix actuel de la tranche 2 seront, par contre, appliquées respectivement à la tranche 3 (entre 250 et 1.000 KWh/trimestre) et la tranche 4 (supérieur à 1.000 KWh/trimestre).

Selon les calculs de la Creg, seuls 24% des consommateurs d'électricité basse tension ne seront pas concernés par ces augmentations de tarifs. Toutefois, 54% des petits consommateurs d'électricité seront touchés par les augmentations de la tranche 3 et 22% d'entre eux seront touchés par les relèvements de tarifs de la tranche 4.

Ry. N.

MOHAMED MEBARKI, MINISTRE
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLEAdapter les formations aux besoins
nouveaux de l'économie nationale

Suite à la chute des prix du pétrole, le gouvernement a décidé de réorienter sa stratégie économique, en focalisant particulièrement sur l'agriculture, le tourisme et l'industrie, trois secteurs déclinés comme étant des secteurs prioritaires capables de réduire les effets négatifs de cette chute des prix.

Younès Djama- Alger (Le Soir) - Ce n'est que naturellement que le secteur de la formation professionnelle s'est de fait adapté à cette nouvelle donne. «La stratégie du département de la formation professionnelle consiste à adapter les formations en Algérie aux besoins nouveaux tant dans le développement économique que technologique et les nouveaux équipements introduits dans le domaine industriel. Mais aussi de nous adapter aux réorientations économiques du pays», a déclaré hier Mohamed Mebarki, ministre de la Formation professionnelle, sur les ondes de la Radio Chaîne 3. La formation de la ressource humaine, selon Mebarki, revêt une importance extrême pour le développement économique. «D'ailleurs, dit-il, beaucoup d'organismes internationaux pensent que parmi les freins du développe-



Photo : Samir Sid

Mohamed Mebarki, ministre
de l'Enseignement supérieur
et de la Recherche scientifique.

ment économique de l'Algérie est l'insuffisance de ressources humaines qualifiées. C'est ce que nous nous attelons à corriger», dit-il. Au niveau de son département, affirme Mebarki, il existe toute une direction qui est en «relation permanente» avec le secteur économique. Ainsi, annonce-t-il, tous les mois il y a des spécialités qui sont rajoutées à la nomenclature nationale «qui n'est pas quelque chose de figé», selon Mebarki. Ce dernier avance qu'il y a un réseau d'ingénierie pédagogique et technique «qui travaille à l'amélioration des contenus des programmes de formation». La formation professionnelle, réceptacle de l'échec scolaire ?

Pour Mebarki, il y a aujourd'hui un changement des mentalités dans la société en rapport avec certains métiers jadis déconsidérés. «Nous enregistrons, par exemple, que beaucoup de bacheliers viennent s'inscrire directement dans la spécialité de technicien supérieur. Aussi, nous comptons des diplômés de l'université, des licenciés qui ne trouvent pas du travail pour la plupart, qui reviennent à la formation professionnelle pour des formations de technicien supérieur, et ce, dans un certain nombre de filières qui sont considérées comme porteuses», observe Mebarki qui ajoute que ce sont les besoins sur le terrain qui décident de telle ou telle autre orientation. «Quand un jeune a besoin d'un revenu il aura besoin de chercher du travail. Et pour ce faire, il aura besoin d'un métier et c'est de cette manière que les choses sont en train d'évoluer positivement», fait remarquer l'invité de la radio. Le ministre a aussi relevé que son département est en train de promouvoir la formation par apprentissage, tout en appelant que dans le cadre de la révision constitutionnelle, le chef de l'Etat a mis en avant la responsabilité de l'Etat dans la promotion de l'apprentissage «comme un moyen sérieux de facilitation de l'employabilité des jeunes».

Y. D.